COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 12 juillet 2013
(convocation du 1 juillet 2013)

Aujourd'hui Vendredi Douze Juillet Deux Mil Treize à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, Mme BALLOT Chantal, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. REIFFERS Josy, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, M. VERNEJOUL Michel, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. CAZABONNE Alain à M. GELLE Thierry
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. SOUBIRAN Claude
M. PIERRE Maurice à Mme. CARTRON Françoise
M. ROSSIGNOL Clément à M. JOANDET Franck à partir de 10h30
M. SAINTE-MARIE Michel à M. FELTESSE Vincent jusqu'à 10h et à partir de 10h30
Mme. LACUEY Conchita à M. HERITIE Michel
M. MAURRAS Franck à M. SOUBABERE Pierre à partir de 12h
M. ANZIANI Alain à M. TRIJOLET Thierry
M. BAUDRY Claude à Mme. EWANS Marie-Christine
M. CAZENAVE Charles à M. DUCASSOU Dominique
M. CHARRIER Alain à M. LAGOFUN Gérard
Mme COUTANCEAU Emilie à Mme DELTIPLE Nathalie à partir de 12h15
M. DAVID Jean-Louis à M. SOLARI Joël
M. DOUGADOS Daniel à M. LABISTE Bernard

Mlle EL KHADIR Samira à Mme FOURCADE Paulette à partir de 12h15
M. GUICHOUX Jacques à Mme. DE FRANCOIS Béatrice
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. DAVID Yohan à partir de 12h40
M. JOUBERT Jacques à Mme. CHAVIGNER Michèle
Mme. LAURENT Wanda à M. BOUSQUET Ludovic
Mme. LIMOZIN Michèle à Mme. FAORO Michèle
M. LOTHAIRE Pierre à M. RAYNAL Franck
Mme. MELLIER Claude à Mme. ISTE Michèle
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
Mme. PARCELIER Muriel à Mme. TOUTON Elisabeth
M. PENEL Gilles à M. GUICHARD Max
M. POIGNONEC Michel à M. FLORIAN Nicolas
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. RESPAUD Jacques à Mme. DIEZ Martine

EXCUSES :

M. ASSERAY Bruno

LA SEANCE EST OUVERTE

Bordeaux - Cours de l'Intendance - Désordres affectant le dallage de la plate-forme tramway - Réparation en nature par les constructeurs - Accord - Autorisation de conclure

Monsieur DAVID présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La réalisation de la première phase des travaux du tramway sur le territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux a donné lieu à la conclusion de nombreux contrats et à la gestion d'interfaces, notamment entre la réalisation des revêtements de sol et la mise en place des équipements du tramway.

Ainsi, sur le Cours de l'Intendance, sont notamment intervenus :

- un maître d'œuvre général (groupement dit « G.E.T. » composé des sociétés Systra, Thalès et Ingerop) titulaire d'un marché n°97243U notifié le 29 juillet 1997 ;
- un groupement d'entreprises chargé de la réalisation des travaux dans le cadre d'un marché dit « matériel roulant et voies » (MRV) n°00246U du 26 mai 2000, ayant pour mandataire la société Alstom Transports SA. Dans ce groupement :
 - un sous-groupement G.V.F. composé des sociétés Alstom Transports SA, AMEC Spie Rail (devenu Colas Rail SA) et Vossloh Infrastructures services (devenu ETF Eurovia travaux ferroviaires) était en charge de la pose des voies ferrées ;
 - un sous-groupement GMES G.R.S. composé des sociétés Fayat Entreprise TP, MOTER, CMR, SOGEFI et SPIE Sud Ouest était chargé de la pose des revêtements de surface.

Les travaux ont été réceptionnés en décembre 2003, à la mise en service du réseau de tramway.

Plusieurs années après cette mise en service ont été constatés des descellement et fissurations des dalles, d'abord sur la partie extérieure à la plate-forme tramway (de part et d'autre du gabarit limite d'obstacle, ou GLO matérialisé par les lisses métalliques), puis, plus tard, sur la partie intérieure à la plate-forme.

Les désordres sur la partie extérieure du GLO, dont le dallage avait été posé par des entreprises différentes du sous-groupement G.R.S. dans le cadre d'un marché dit INFRA 09, ont fait l'objet d'une première expertise menée par M. de La Fouchardière en 2008, qui a débouché sur le dépôt par notre Établissement d'un recours en garantie auprès du tribunal administratif, actuellement en cours d'instruction.

Sur la partie intérieure du GLO, où les désordres sont apparus plus tardivement, une demande d'expertise a été formulée par La Cub auprès du tribunal administratif en février 2010. L'expert judiciaire désigné, M. Yves Couteau, a déposé le 18 novembre 2011 un rapport :

- constatant l'existence de désordres généralisés sur l'ensemble du Cours, rendant l'ouvrage impropre à sa destination, et matérialisés notamment par des épaufrures, des fissurations, des affaissements et des dévers au niveau du dallage, mais surtout par un défaut d'adhérence avec la dalle béton ;
- concluant à des défauts dans la mise en œuvre initiale, avec en particulier une composition défailante du mortier de pose et l'absence de barbotine de scellement ;
- préconisant une réfection de l'ensemble de la plate-forme tramway sur le Cours de l'Intendance, avec un chiffrage variable selon la technique de réparation retenue :
 - avec arrêt de l'exploitation du tramway, les travaux ont été évalués par l'expert à 1.153. 444,90 € HT pour la réalisation des travaux et 1.759.626,70 € HT (2,1 millions d'euros TTC) pour les préjudices d'exploitation du gestionnaire du réseau de tramway ;
 - avec réalisation des travaux sous exploitation du tramway, les travaux ont été évalués à 1.843.812,30 € pour les travaux et à 340.902,14 € HT (soit 407.718,95 TTC) pour les préjudices d'exploitation.

Compte tenu des conclusions de ce rapport, très défavorable aux constructeurs, le groupement titulaire du marché MRV s'est rapproché de La Cub afin de lui proposer de régler le litige à l'amiable, par une réparation des désordres en nature, en retenant le principe d'une réfection sous exploitation du tramway.

De fait, les principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, régissant la garantie décennale due par les constructeurs au maître d'ouvrage, donnent à ce dernier le choix du mode de réparation. Il peut ainsi opter pour l'octroi d'une indemnité mais aussi pour une réparation en nature, par l'exécution de travaux de réparation, étant entendu qu'une autre entreprise que le débiteur de la garantie peut être chargée de la réalisation des travaux « aux frais et risques de l'entrepreneur défailant ».

Après plusieurs mois de négociation, les conditions suivantes ont été proposées :

1. Réparation de la plate-forme tramway du Cours de l'Intendance à Bordeaux en exécution de travaux, réalisés par la société SOMOPA sous circulation tramway, en conformité avec les préconisations du rapport d'expertise et celles des services communautaires, à la charge financière exclusive du sous-groupement G.R.S. (fourniture des dalles nouvelles comprise), lequel fait son affaire de répartir ladite charge sur ses membres et de récupérer une partie du coût des travaux sur le maître d'œuvre G.E.T. ;
2. Constitution par le sous-groupement G.R.S., au bénéfice de La Cub, d'une police, d'assurance garantie décennale génie civil.

L'ensemble des constructeurs a d'ores et déjà donné son accord sur ces modalités.

Il a cependant été souhaité affirmer solennellement que La Cub ne donnerait son accord à la réparation en nature du dallage de la plate-forme tramway du Cours de l'Intendance qu'à la condition expresse que cette réparation ne soit affectée d'aucune contrepartie de sa part.

Notamment, les préjudices matériels et immatériels consécutifs à la réalisation des travaux (en particulier les préjudices d'exploitation du gestionnaire du réseau de tramway) ne sauraient être pris en charge par la Communauté urbaine.

Ainsi, il vous est proposé, dans la présente affaire, que La Cub opte, dans le cadre de sa garantie décennale, pour une réparation en nature des désordres affectant le dallage de la plate-forme du Cours de l'Intendance, et décide de conclure avec les constructeurs une convention réglant les principes et les modalités techniques de ladite réparation.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU l'article L5215-19 du CGCT ;

VU les principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil ;

VU la requête en date du 5 février 2010 par laquelle La Cub sollicitait la désignation d'un expert judiciaire pour procéder, de manière contradictoire avec l'ensemble des intervenants à l'opération de construire, aux investigations usuelles concernant des désordres apparus sur les dallages situés sur la plate-forme du tramway située sur le Cours de l'Intendance à Bordeaux ;

VU l'ordonnance du 16 juin 2010 désignant comme expert M. Yves Couteau pour procéder à ces investigations ;

VU le rapport d'expertise déposé par M. Couteau au greffe du tribunal administratif de Bordeaux le 18 novembre 2011, duquel il appert que le descellement et les fissures des dalles constituent un désordre évolutif de nature à compromettre la solidité de l'ouvrage, nécessitant de procéder à la dépose et au remplacement des dalles et à la réalisation d'un nouveau lit de pose sur l'ensemble du linéaire concerné par les désordres ;

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT le libre choix du mode de réparation par le maître d'ouvrage victime de désordres, reconnu par la jurisprudence administrative ;

CONSIDERANT la proposition, formulée par les entreprises ayant effectué les travaux, de procéder à une réparation en nature des désordres par une réfection totale du revêtement de la plate-forme tramway du Cours de l'Intendance à Bordeaux ;

CONSIDERANT que cette proposition est de nature à permettre d'obtenir une réparation du Cours dans le respect du principe de bonne gestion des deniers publics ;

CONSIDERANT toutefois qu'un encadrement à l'acceptation de cette proposition doit être formalisé, afin de se prémunir contre tout risque de requalification en règlement transactionnel ;

DECIDE

Article 1 :

D'opter préférentiellement pour le principe d'une réparation en nature par les constructeurs des désordres affectant le revêtement de la plate-forme tramway du Cours de l'Intendance à Bordeaux, entre le carrefour avec la rue Vital Carles et la zone en calcaire blanc face au Grand Théâtre.

Article 2 :

De ne consentir aucune concession aux constructeurs ;

Ainsi, la charge financière de ces travaux, y compris les préjudices matériels et immatériels consécutifs, devra être intégralement assumée par lesdits constructeurs, si bien que la présente délibération ne générera aucune dépense sur les budgets communautaires autres que les charges de fonctionnement inhérentes à la vérification de la conformité des travaux aux prescriptions techniques, dans le cadre des pouvoirs de direction de l'administration.

Article 3 :

De voir couvrir la nouvelle garantie décennale pour les infrastructures objet des travaux de réparation visés à l'article 1 par une police d'assurance spécifique souscrite par les constructeurs.

Article 4 :

D'autoriser M. le Président à prendre toute mesure d'exécution de cette décision, notamment à signer toute convention relative à la réparation en nature du revêtement du Cours de l'Intendance respectant les conditions édictées aux articles 2 et 3, lesquelles en constituent les éléments essentiels.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 12 juillet 2013,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
29 JUILLET 2013**

PUBLIÉ LE : 29 JUILLET 2013

M. ALAIN DAVID